

L'UE complice de génocide et crimes contre l'humanité?



Une fois l'intervention russe terminée, certaines personnalités politiques de l'Union Européenne (et du Royaume Uni) pourraient-elles se voir poursuivies pour complicité de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité durant le conflit en Ukraine depuis 2014 à nos jours?

En effet, depuis le coup d'État ukrainien en 2014 qui fut financé et organisé par les USA et l'UE, ces deux entités ont ouvertement participé aux financements, à la formation et à la militarisation-livraison d'armement à l'Ukraine ; alors que le régime de Kiev depuis 2014, interdisait les partis représentant les populations russes, alors que les politiciens représentant les populations russes se voyaient enfermés ou assassinés, alors que des milliers de civils russes ont été assassinés en Ukraine même, dans les villes d'Odessa, Kharkov, Kiev, etc., alors que les chaînes de télévision locales russes étaient interdites, alors que les langues minoritaires étaient interdites, dont la langue russe, usité par environ 30% de la population, alors que les partis d'opposition à Zelensky ont été récemment interdits, alors que les forces armées ukrainiennes et groupes paramilitaires nazis se rendaient coupables de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité

dans le Donbass, les dirigeants allemands et français depuis 2014, à savoir Angela Merkel, Olaf Sholtz, François Hollande et Emmanuel Macron, en étant signataires garants et superviseurs des accords de Minsk (la Russie n'a que le statut de signataire observateur), en n'ayant pris aucune mesure pour faire pression sur Kiev afin d'appliquer lesdits accords de Minsk, se sont rendus coupables au minimum de complicité de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité des régimes successifs de Porochenko et Zelensky.

En effet, lorsque vous êtes garant d'un accord, tout en étant impliqué dans le financement, la livraison d'armes et la formation d'une armée impliquée dans un conflit, alors de facto vous êtes partie intégrante au conflit, alors que l'armée que vous êtes en train de former se rend coupables de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité, alors en tant que pays garants et superviseur des accords, vous n'agissez pas afin d'empêcher un crime, fait de vous, non plus un complice, mais un criminel au même titre que les instigateurs des crimes.

Je ne doute pas un seul instant que l'UE et les USA de leur côté prendront des mesures pour mettre en accusation la Russie ; donc, je suis d'avis que la Russie prenne les devants, une fois le conflit terminé, une fois l'Ukraine pacifiée, voit sa justice poursuivre les dirigeants de l'UE cités plus haut pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité, voir pour génocide, de même, il faudrait poursuivre les dirigeants britanniques, notamment Boris Johnson et Theresa May et David Cameron pour les mêmes chefs d'accusation.

Je tiens à préciser que les TPI pour l'ex-Yougoslavie et le Rwanda, ont enquêté et mis en accusation une flopée de personnalités pour beaucoup moins que cela. Justice doit être rendu, les dirigeants français, allemands et britanniques, doivent finir devant les tribunaux afin de répondre de leurs crimes.

Nous devons en finir avec cette partialité et ce déni de la justice international lorsqu'il s'agit de ne pas poursuivre certains dirigeants de pays occidentaux pour leurs crimes.

Cette crise ukrainienne, marque la fin d'un monde totalement corrompu dont nous sommes les témoins depuis des décennies en Occidentaux.

Il est temps de remettre les pendules à l'heure et de se débarrasser de cette autoproclamée élite prédatrice occidentale, qui se rêve en tant que maître ou négrier de la plantation, et nous dans le rôle des untermensch qui se doivent de crever la bouche ouverte, le sourire aux lèvres.

Cette élite prédatrice est-elle seulement capable de comprendre le changement de paradigme qui se produit devant nos yeux ? J'en doute, vu que ces personnes, croient en leurs propres mensonges et se pensent encore dans les années 80-90. C'est vous dire le délire psychopathique, mythomane et mortifère de cette engeance. Ce polit-bureau occidental, sans aucune légitimité, n'est en place que par la complicité des fameux 30% de votants ou de co*s utiles.

Le but de la manœuvre est d'envoyé un signal aux imposteurs qui osent prétendre nous gouverner et qui, dans un futur proche, y réfléchiront à deux fois avant toute décision criminelle envers leur propre population (passe ou obligation vaccinale, lois liberticides, répression meurtrière de manifestants, violation du secret médicale, violation de la liberté de pensée et d'opinions, lois Woke ...etc). Le fait de se voir poursuivre pour crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et pour génocide, calmera les ardeurs de beaucoup d'entre eux. »

Martine Chapouton